



ORGANISATION PANAMÉRICAIN DE LA SANTÉ
ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ



44^e CONSEIL DIRECTEUR

55^e SESSION DU COMITÉ RÉGIONAL

Washington, D.C., EUA, 22-26 septembre 2003

Point 5.1 de l'ordre du jour provisoire

CD44/17, Add. II (Fr.)
22 septembre 2003
ORIGINAL : ANGLAIS

RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'APPLICATION DE L'ARTICLE 6.B DE LA CONSTITUTION DE L'OPS

1. Le Groupe de travail chargé d'étudier l'application de l'Article 6.B de la Constitution de l'OPS a examiné l'état du recouvrement des contributions au regard des dispositions de l'Article 6.B traitant de la suspension du droit de vote de tout Etat Membre en retard de plus de deux années de paiement de ses contributions. Le Groupe de travail est composé de Délégués du Canada, du Nicaragua et de la Trinité-et-Tobago.
2. A l'ouverture du 44^e Conseil directeur, deux États Membres sont en retard de plus de deux ans et ne sont pas en conformité avec le plan de paiements échelonnés. Il s'agit du Suriname et du Venezuela. Toutefois, le matin du lundi 22 septembre avant la réunion du groupe de travail, le Suriname a présenté un plan de paiements échelonnés pour le paiement de ses arriérés, plan qui a été accepté par le Secrétariat.
3. Le SURINAME doit \$231 083 dont \$54 884 concernent 2000. L'Organisation n'a obtenu aucun paiement jusqu'à présent en 2003. Le dernier paiement a été reçu en 2001. Aussi, le Suriname a-t-il perdu son droit de vote lors du présent 44^e Conseil directeur. Néanmoins, le Secrétariat a approuvé un plan de paiements échelonnés qui éliminerait les arriérés dans les cinq prochaines années et dont le premier paiement est exigible le 31 décembre 2003.
4. Le VENEZUELA doit \$8 397 599 dont \$327 863 se rapportent à 2000. L'Organisation n'a obtenu aucun paiement jusqu'à présent en 2003. Le dernier paiement a été reçu en 2000. Jusqu'à présent, le Secrétariat n'a pas été avisé par le Gouvernement du Venezuela d'éventuelles mesures quant au règlement de cette question. Aussi, le Venezuela a-t-il perdu son droit de vote lors de la présente 44^e Session du Conseil directeur.

Analyse

5. Le Groupe de travail a soigneusement analysé la situation des paiements, tenant compte des recommandations de la 132^e Session du Comité exécutif, dont fait état la Résolution CE132.R2 et reconnaissant à juste titre les situations économiques dans lesquelles se trouvent actuellement les États Membres ainsi que les rapports officiels et les Résolutions des Sessions passées de ce Conseil. Les membres de ce Groupe de travail savent combien est importante la réception en temps opportun des contributions des États Membres pour la mise en œuvre réussie des Programmes approuvés par le Conseil directeur. Il est un fait que quand les crédits budgétaires n'arrivent pas au moment où ils sont escomptés, la mise en œuvre des Programmes approuvés, dans les délais voulus, s'en ressent. Par ailleurs, l'obtention à temps des contributions génère des revenus sur les investissements et, partant, diminue proportionnellement la nécessité d'augmenter les contributions.

Recommandations

6. Eu égard à ce qui précède, les membres du Groupe de travail reconnaissent les difficultés auxquelles se heurtent les Gouvernements du Suriname et du Venezuela. Qui plus est, les membres félicitent le Gouvernement du Suriname de s'être engagé à éliminer ses arriérés dans les cinq prochaines années. Toutefois, les membres du Groupe de travail constatent avec préoccupation que le Gouvernement du Venezuela n'a effectué aucun paiement lors du présent exercice biennal en vue de diminuer ses arriérés. Le Venezuela n'a pas non plus présenté de plan pour un paiement échelonné. Par conséquent, le Groupe de travail recommande que le Conseil directeur rétablisse les droits de vote du Suriname lors du 44^e Conseil directeur. Le Groupe de travail recommande également que le Conseil directeur maintienne la suspension des privilèges de vote du Venezuela jusqu'à ce que les arriérés aient suffisamment baissé ou qu'un plan de paiement soit proposé au Secrétariat et approuvé par celui-ci.

Conclusions

7. Le Groupe de Travail souhaite profiter de cette occasion pour féliciter les États Membres qui ont fait leur possible pour s'acquitter de leurs contributions dès qu'ils ont pu lors de l'année civile. Le Groupe reconnaît aussi les efforts déployés par les pays aux prises avec des situations économiques difficiles.

8. Le Groupe de travail propose la résolution suivante aux fins d'examen par le Conseil directeur.

Projet de résolution

LE 44^e CONSEIL DIRECTEUR,

Ayant pris connaissance du rapport du Directeur sur le recouvrement des contributions (document CD44/17 et Add.1) et notant la préoccupation de la 132^e Session du Comité exécutif en ce qui concerne l'état de recouvrement des contributions ;

Notant que le Suriname et le Venezuela sont en retard pour le paiement de leurs contributions et par conséquent, sont soumis à l'application de l'Article 6.B de la Constitution ;

Notant que le Suriname a proposé un plan de paiements échelonnés pour le règlement de ses arriérés, plan qui a été accepté par le Secrétariat, et

Notant que tous les autres États Membres disposant d'un plan approuvé de paiements échelonnés sont en conformité avec leurs plans,

DÉCIDE :

1. De prendre acte du rapport du Directeur concernant le recouvrement des contributions (document CD44/17 et Add.I).
2. De remercier les États Membres qui ont déjà effectué des paiements en 2003 et de prier instamment tous les États Membres qui ont des arriérés de s'acquitter rapidement de leurs obligations financières face à l'Organisation.
3. De féliciter les États Membres qui ont versé intégralement leurs contributions en 2003.
4. De féliciter les États Membres qui ont déployé des efforts importants pour réduire leurs arriérés d'années précédentes.
5. De demander au Président du Conseil directeur de notifier la délégation du Suriname que ses droits de vote ont été rétablis lors de la présente 44^e Session du Conseil directeur.

6. De prendre note du fait que tous les autres États Membres sont en conformité avec leurs plans de paiements échelonnés approuvés et partant, gardent le droit de vote.
7. De demander au Président du Conseil directeur de notifier la délégation du Venezuela que ses droits de vote ont été suspendus lors de la présente 44^e Session du Conseil directeur.
8. De demander au Directeur
 - a) de continuer à veiller à l'application des accords spéciaux de paiements conclus par les États Membres ayant des arriérés en vue du paiement des contributions correspondant aux années antérieures ;
 - b) de tenir au courant le Comité exécutif quant au respect par les États Membres de leur engagement de versement des contributions ;
 - c) de faire état à la 45^e Session du Conseil directeur de la situation afférente au recouvrement des contributions pour 2004 et les années précédentes.

Délégué du Canada

Délégué du Nicaragua

Délégué de la Trinité-et-Tobago

- - -